

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-droite-contre-attaqueImmanuel-Wallerstein>

La droite contre-attaquelmmanuel Wallerstein

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mardi 21 juillet 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La présidence de George W. Bush fut l'époque des plus grandes victoires électorales des partis du centre-gauche en Amérique Latine des deux derniers siècles. La présidence de Barack Obama court le risque d'être le moment de la revanche de la droite en Amérique Latine.

La raison peut bien être la même : la combinaison du déclin du pouvoir étasunien avec le rôle continue des États-Unis dans la politique mondiale. En même temps, les États-Unis sont incapables de s'imposer par eux-mêmes et néanmoins tout le monde attend qu'ils entrent sur le terrain de leur côté.

Que s'est-il passé au Honduras ? Depuis longtemps ce pays est l'un des piliers les plus sûrs des oligarchies latinoaméricaines - une classe dominante arrogante et sans remords, avec des liens étroits avec les États-Unis - et le lieu d'une importante base militaire étasunienne.

Lors des dernières élections, Manuel « Mel » Zelaya fut élu président. Étant un produit des classes dominantes, on attendait qu'il continue à jouer le jeu comme les présidents honduriens l'ont toujours fait. Au lieu de cela, il a fait pencher sa politique à gauche. Il a entrepris des programmes qui, ont réellement, touché la majeure partie de la population : des écoles ont été construites dans des aires rurales éloignées, le salaire minimum a été augmenté, des dispensaires de santé ont été ouverts. Il a commencé son mandat en appuyant le traité de libre-échange avec les États-Unis. Mais deux ans après, il a rejoint l'ALBA, l'organisation inter-États que le président Hugo Chavez a créée, et grâce à cela le Honduras a obtenu du pétrole bon marché provenant du Venezuela.

Ensuite, il a proposé la tenue d'un référendum consultatif pour savoir si la population pensait que c'était une bonne idée de réviser la Constitution. L'oligarchie a crié que c'était une tentative de Zelaya pour changer la constitution et pour lui permettre d'accéder à un deuxième mandat présidentiel. Étant donné que l'on prévoyait que la consultation ait lieu le jour où son successeur serait élu, c'est clairement une raison inventée.

Pourquoi alors l'armée a-t-elle mis en scène un coup d'État avec l'appui de la Cour Suprême, le Congrès hondurien et la hiérarchie catholique ? Deux facteurs se rejoignent ici : Leur vision de Zelaya et leur perception des États-Unis. Dans les années trente, la droite étasunienne a attaqué Franklin D. Roosevelt comme un « traître pour sa classe ». Pour l'oligarchie hondurienne, cela signifie que Zelaya, est un « traître pour sa classe » - quelqu'un qui devrait être puni à titre d'exemple pour les autres.

Et les États-Unis alors ? Quand est survenu le coup d'État, quelques commentateurs enflammés de gauche dans la blogosphère l'ont appelé « le coup d'État d'Obama ». Cela ne vise pas juste le point de ce qui est arrivé. Ni Zelaya ni ses sympathisants dans la rue, ni non plus Chavez ou Fidel Castro, n'ont cette vision si simpliste. Tous soulignent la différence entre Obama et la droite étasunienne (leaders politiques ou figures militaires) et tous ont exprimé à plusieurs reprises une analyse beaucoup plus nuancée.

Il semble clair que la dernière chose que le gouvernement d'Obama voulait, était ce coup d'État. Ce fut une tentative pour lui forcer la main. Cela fut sans doute encouragé par des hommes clés de la droite étasunienne comme Otto Reich (Cubano -étasunien et ex-conseiller de Bush) et l'[International Republican Institute](#). Cela ressemble à l'essai de Saakashvili pour forcer la main des États-Unis en Géorgie quand il a envahi l'Ossétie du Sud. Ce qui -là aussi - a été fait avec la connivence de la droite étasunienne. Mais ça n'avait pas marché parce que les troupes russes l'ont arrêté.

Obama se tortille dans tous les sens depuis le coup hondurien. Et comme désormais la droite hondurienne et étasunienne sont loin d'être satisfaites sur leur essai pour retourner la politique étasunienne. Témoin, certaines de leurs affirmations les plus scandaleuses. Le ministre des Affaires étrangères du gouvernement conjuré, Enrique

Ortez, a dit qu'Obama était « petit-nègre qui ne sait rien de rien ». Il y a une polémique sur à quel point est péjoratif le terme « petit-nègre » en espagnol. Quoiqu'il en soit, l'ambassadeur étasunien a sèchement protesté devant l'insulte. Ortez s'est excusé de sa « malheureuse expression », et il a été muté à un autre poste dans le gouvernement. Ortez a également accordé un entretien à la télévision hondurienne en disant : « Je n'ai pas de préjugés raciaux, il me plaît, le « petit-nègre » qui est président des États-Unis. »

La droite étasunienne est nulle doute plus courtoise mais pas moins dénonciatrice d'Obama. Le sénateur républicain Jim DeMint, la députée républicaine cubano-étasunienne Ileana Ros-Lehtinen, et l'avocat conservateur Manuel A. Estrada, ont tous insisté sur le fait que le coup était justifié parce que ce ne fut pas un coup d'État, mais juste un moyen de défense de la Constitution hondurienne. Et la *blogger* de droite Jennifer Rubin, a publié le 13 juillet un texte intitulé : Obama a tort, tort, tort à propos du Honduras. Son équivalent hondurien, Ramón Villeda, a publié une lettre ouverte au président étasunien le 11 juillet, où il disait que : « Ce n'est pas la première fois que les États-Unis ont fait une erreur et abandonne, au moment critique, un allié et un ami ». Entretemps, Chavez appelle le département d'Etat à « faire quelque chose ».

La droite hondurienne joue la montre, jusqu'à ce que le mandat de Zelaya prenne fin. S'ils atteignent leur objectif, ils auront gagné. Et la droite guatémaltèque, la Salvadorienne et la nicaraguayenne observent de leurs côtés, et cela les dérange de faire leurs propres coups d'État contre leurs gouvernements qui ne sont pas ou pas assez à droite.

Le coup d'Etat du Honduras doit être replacé dans le contexte plus large de ce qui se passe en Amérique Latine. Il est possible que la droite gagne les élections cette année et l'année prochaine en Argentine et au Brésil, peut-être en Uruguay et au Chili. Trois analystes importants du Cône Sud ont publié leurs explications. Le moins pessimiste, l'argentin Atilio Borón parle de la « futilité du coup ». Le sociologue brésilien l'Émir Sader dit que l'Amérique Latine est face à un choix : « L'approfondissement de l'anti néolibéralisme ou la restauration conservatrice ». Le journaliste uruguayen Raúl Zibechi intitule son analyse ["La décadence irrésistible du progressisme"](#). Zibechi pense qu'il est peut être trop tard pour l'alternative de Sader. Les politiques économiques faibles de Lula, Vázquez, Kirchner et Bachelet (Brésil, Uruguay, Argentine et Chili) ont renforcé la droite (qu'il voit adopter un style Berlusconi) et ont éclaté la gauche.

Personnellement, je pense qu'il y a une explication plus directe et simple. La gauche est arrivée au pouvoir en Amérique Latine grâce à la distraction étasunienne et à une bonne conjoncture économique. Maintenant elle fait face à une distraction soutenue, mais à un mauvais temps économique. Et on commence à l'accuser parce qu'elle est au pouvoir, bien qu'en réalité, les gouvernements de centre-gauche ne peuvent pas faire grand chose à propos de l'économie-monde.

Les États-Unis peuvent-ils faire quelque chose à propos de ce coup d'État ? Bien sûr. D'abord, Obama peut étiqueter officiellement le coup comme un Coup d'État. Cela pourrait être à l'origine d'une loi étasunienne, en coupant toute l'assistance des États-Unis au Honduras. Il peut rompre les relations du Pentagone avec les militaires honduriens. Il peut retirer l'ambassadeur étasunien. Il peut dire qu'il n'y a rien à négocier au lieu d'insister sur la « médiation » entre le gouvernement légitime et des leaders des putschistes.

Pourquoi ne fait-il pas tout cela ? C'est très simple, aussi. Il a au moins quatre autres super sujets urgents dans son agenda : la confirmation de Sonia Sotomayor à la Cour Suprême ; le désordre continuel au Moyen-Orient ; Il a besoin de faire passer la loi sur la santé cette année (si ce n'est pas en août, en décembre) ; et tout à coup une énorme pression pour ouvrir des enquêtes sur les actes illégaux du gouvernement Bush. C'est dommage, mais le Honduras est à la cinquième place dans la liste.

Alors Barack Obama se tortille. Et personne ne sera content. Zelaya pourrait être restauré à son poste, mais peut-être seulement pour trois mois à partir de maintenant. Trop tard. Gardons un oeil sur le Guatemala maintenant.

Traduction pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi

[La Jornada](#) . Mexico, le 18 juillet 2009.